



ASSEMBLÉE NATIONALE

13ème législature

conséquences

Question au Gouvernement n° 2065

Texte de la question

MOUVEMENTS SOCIAUX

M. le président. La parole est à M. Christian Eckert, pour le groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche.

M. Christian Eckert. Monsieur le ministre du travail, de la solidarité et de la fonction publique, ce matin, le Président de la République s'est exprimé après le Conseil des ministres.

Il n'a parlé que de la crise de l'UMP, pas des difficultés des Français qui, dans une très large majorité, ont exprimé dans les urnes le rejet de votre politique. (*Exclamations sur les bancs du groupe UMP.*)

M. Jean Leonetti. Mais vous êtes sourd : il faut écouter !

M. Christian Eckert. De sa politique sociale et de sa politique de l'emploi, il n'a rien dit, c'est le trou noir !

Hier, dans la rue, plus d'un demi-million de salariés exprimaient un sentiment d'abandon.

Monsieur le ministre, vous étiez jusqu'alors ministre du budget, à ce titre, vous avez été le ministre des déficits et le ministre du bouclier fiscal. Vous avez refusé de taxer les banques, pendant que vous avez fiscalisé les indemnités journalières des accidentés du travail.

M. Patrick Roy. Eh oui !

M. Christian Eckert. Vous avez fait cadeau de 3,5 milliards d'euros de TVA aux restaurateurs, et vous avez supprimé la demi-part supplémentaire aux veuves et aux veufs.

M. Patrick Roy. Une honte !

M. Christian Eckert. Vous avez soutenu l'in vraisemblable cumul de salaire de monsieur Proglio, alors même que vous refusiez de donner un coup de pouce au SMIC. (*Applaudissements sur les bancs du groupe SRC.*)

Monsieur le ministre, on a vu ce qu'était votre politique fiscale ! Quelle sera demain votre politique sociale ? Et je ne parle pas seulement de la question des retraites. Que direz-vous aux salariés de Total à Dunkerque ou Marseille, et à ceux d'Arcelor Mittal à Gandrange ?

Allez-vous mettre fin au plus grand plan social de notre pays qui a fait disparaître dans la police, dans l'éducation nationale ou à l'hôpital plus de 100 000 emplois en trois ans ? (*Applaudissements sur plusieurs bancs du groupe SRC.*)

Xavier Bertrand a cassé le plafonnement du temps de travail, le droit de grève et le code du travail. Xavier Darcos a cassé le droit au repos dominical. Vous-même, après votre politique de classe au budget, allez-vous mener une politique de casse aux affaires sociales ?

Monsieur le ministre, rompez avec le bouclier fiscal et restaurez le bouclier social ! (*Applaudissements sur les bancs du groupe SRC et sur plusieurs bancs du groupe GDR.*)

M. le président. La parole est à M. Éric Woerth, ministre du travail, de la solidarité et de la fonction publique.

M. Éric Woerth, *ministre du travail, de la solidarité et de la fonction publique*. Monsieur Eckert, permettez-moi tout d'abord de revenir sur vos propos.

Ce matin, le Président de la République a parlé des priorités de la France et pas d'autre chose. ("*L'emploi ! L'emploi !*" sur les bancs du groupe SRC.) C'était ce qu'attendaient les Français après les élections régionales de dimanche dernier : il était bien naturel qu'il le fasse.

Nous n'avons pas besoin de la caricature systématique du parti socialiste à l'encontre des propos de cette majorité. (*Applaudissements sur les bancs du groupe UMP.*) Cela devient d'ailleurs un peu pénible et un peu pesant ! (*Exclamations sur les bancs du groupe SRC.*) Comment voulez-vous que nous ayons un dialogue

fructueux si vous nous caricaturez sans cesse ?

Monsieur Eckert, vous le savez bien : le mouvement syndical organisé hier était prévu de longue date. Les syndicats appelaient les Français à descendre dans la rue sur des thèmes qui sont précisément ceux qui préoccupent le Gouvernement de François Fillon, et sur rien d'autre. L'emploi, le pouvoir d'achat et les retraites sont des thèmes extraordinairement importants.

Nous avons connu d'autres journées similaires ; la dernière avait eu lieu en mars 2009. Or la journée d'hier a réuni moins de gens que celle de 2009. (*Exclamations sur les bancs des groupes SRC et GDR.*) Hier, dans la fonction publique d'État, dans la fonction publique territoriale et dans la fonction publique hospitalière, on comptait respectivement 19 %, 11 % et 8 % de grévistes alors qu'ils étaient 26 %, 15 % et 18 % le 19 mars ! (*Vives exclamations sur les bancs des groupes SRC et GDR.*)

M. Maxime Gremetz. Méfiez-vous !

M. Patrick Roy. Le ministre ne sait pas compter !

M. Éric Woerth, *ministre du travail*. Pour ma part, je n'en tire aucune conclusion et je ne prétends pas qu'il ne faut pas entendre ce que disent les électeurs et la rue. (*Exclamations sur les bancs des groupes SRC et GDR.*)

Le Gouvernement écoute et respecte tous les messages : ceux des organisations syndicales, ceux des électeurs et ceux de tous ceux qui veulent s'exprimer. Nous devons répondre aux inquiétudes des Français ; nous y répondrons. Laissez-nous simplement le temps ("*Huit ans ! Huit ans !*" *sur les bancs des groupes SRC et GDR*) de faire en sorte qu'en ce qui concerne les retraites nous apportions la réponse la plus concertée possible. Nous devons écouter et nous écouterons. (*Exclamations sur les bancs des groupes SRC et GDR.*) Nous ne passerons pas en force ; c'était le message du Président de la République ce matin. (*Applaudissements sur les bancs des groupes UMP et NC.*)

Données clés

Auteur : [M. Christian Eckert](#)

Circonscription : Meurthe-et-Moselle (7^e circonscription) - Socialiste, radical, citoyen et divers gauche

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 2065

Rubrique : Politique économique

Ministère interrogé : Travail, solidarité et fonction publique

Ministère attributaire : Travail, solidarité et fonction publique

Date(s) clé(e)s

Question publiée le : 25 mars 2010

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue au Journal officiel du 25 mars 2010